



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et appui territorial  
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024-07 - 05 - 00003

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

SARL Société Terrassement Villefrancois (STV)  
lieu-dit « Mas de Rival »  
12200 VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE

modifiant l'arrêté préfectoral n° 98-1358 du 15 septembre 1998 autorisant l'exploitation d'une  
carrière de roches massives, lieu-dit « Roucaute » - 82160 CAYLUS

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-15, R.181-47 et R.516-1 ;
- Vu** le Code forestier, notamment les articles L.341-1 à L.341-6, L.342-1 et R.341-1 et suivants ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 98-1358 du 15 septembre 1998, autorisant les Établissements PERRY à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires, lieu-dit « Roucaute » - 82160 CAYLUS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014287-0008 du 14 octobre 2014 portant mise à jour du classement des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 modifiant l'arrêté d'autorisation d'exploitation du 15 septembre 1998 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2017-11-17-001 du 17 novembre 2017 modifiant les prescriptions de surveillance des eaux souterraines ;
- Vu** la décision de non soumission à une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement en date du 15 juillet 2020 ;
- Vu** la décision du ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire en date du 25 juillet 2023 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2022 à 1540 euros l'hectare pour une superficie de 0,6 hectares dans la petite région agricole «Causse du Quercy» ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2021-02-22-002 du 22 février 2021 portant changement d'exploitant au profit de la SARL Société Terrassement Villefrancois (STV) ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitations déposé par la SARL Société Terrassement Villefrancois (STV) en date du 17 octobre 2022, complété les 05 avril 2023, 16 mai 2023, 30 janvier 2024, 5 février 2024 et 27 février 2024 ;
- Vu** le dossier de demande d'autorisation de défrichement n° 82-30087 ;
- Vu** la demande d'autorisation de défrichement enregistrée le 30 janvier 2024 à la direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne, pour une extension de carrière par le groupe STV, représenté par Bousquet carrière et TP ;
- Vu** l'avis de la Direction départementale des territoires, service aménagement territorial du 20 juillet 2023 ;
- Vu** l'avis de la Direction départementale des territoires service eaux et biodiversité du 21 juillet 2023 ;
- Vu** la contribution de la Direction départementale des territoires, service économie agricole du 26 février 2024 ;
- Vu** l'avis de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé d'Occitanie, délégation départementale, en date 20 juillet 2023, complété les 15 avril 2024 et 26 avril 2024 ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2024 ;
- Vu** le courrier recommandé avec accusé de réception reçu par l'exploitant le 4 juin 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours sur le projet d'arrêté ;
- Vu** la réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que l'autorisation du 15 septembre 1998 modifiée, délivrée au titre du chapitre II du titre Ier du livre V du Code de l'environnement dans sa rédaction antérieure, est devenue une autorisation environnementale au 1er mars 2017 ;
- Considérant** que les modifications envisagées par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement ;
- Considérant** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois, sur lequel porte la demande d'autorisation déposée par le groupe STV représenté par Bousquet carrière et TP, n'est reconnue nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du Code forestier et qu'il n'est pas classé au plan local d'urbanisme de la commune concernée en espace boisé à conserver ;
- Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Identification**

La SARL Société Terrassement Villefrancois (STV), dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé Mas de Rival – 12200 Villefranche-de-Rouergue, autorisée à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants et sises au lieu-dit : « Roucaute » – parcelles n° 317 à 323, 328 à 330 du plan cadastral de la commune de Caylus, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrière	Production maximale annuelle : 75 000 tonnes/an Production moyenne annuelle : 30 000 tonnes/an	A
2515-1.b	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, La puissance installée des installations Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égal à 500 kW	Puissance installée : 290 kW	E

(\*) A = autorisation, E = enregistrement

## **ARTICLE 3 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 1.2.2 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La superficie totale de cette carrière est de 6 ha 84 a 55 ca, et la superficie d'exploitation est réduite à environ 3 ha 55 a 70 ca.

La production annuelle maximale est limitée à 75 000 tonnes, pour un rythme moyen de 30 000 t/an.

La superficie totale de l'aire de transit de produits minéraux est limitée à 4 000 m<sup>2</sup>.

Le volume du réservoir enterré de GNR est de 12 000 litres.

Les terres végétales sont stockées sous forme de merlons en périphérie de la carrière. Les déchets inertes issus de l'exploitation du gisement sont utilisés pour le comblement des zones exploitées.

Les terres de découverte, les stériles et les résidus inertes issus du traitement des matériaux extraits ne sont considérés comme des déchets d'extraction inertes que s'ils satisfont aux critères fixés au présent arrêté et par les textes réglementaires en vigueur.

Le remblaiement du site peut être réalisé à partir de matériaux inertes en provenance de l'extérieur, selon les dispositions prévues dans le présent arrêté. Cet apport extérieur est limité à 500 t/an. »

## **ARTICLE 4 : Article modifié**

Les dispositions du chapitre 1.4 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En application des articles L.181-28 et L.515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 14 septembre 2028, sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limites des droits de propriété ou des contrats de forage dont est titulaire le bénéficiaire.

Cette durée inclut la remise en état complète des terrains de l'ensemble du site. L'extraction de matériaux commercialisables est arrêtée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, pour que la remise en état puisse être correctement exécutée dans les délais susvisés.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle serait interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure. »

#### **ARTICLE 5 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 1.5.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à la dite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est calculé avec l'indice TP01 (base 100) du mois de février 2024 (valeur 129,9) (parution au JO le 17/04/2024) et avec une TVA de 20 %. Ce montant est fixé à :

184 428 euros TTC (phase unique).

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **ARTICLE 6 : Article ajouté**

Après l'article 1.5.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017, il est ajouté l'article 1.5.2.bis « Transmission de l'attestation » :

##### **« ARTICLE 1.5.2.bis : Transmission de l'attestation**

L'exploitant transmet l'attestation de constitution des garanties financières dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté. »

#### **ARTICLE 7 : Article ajouté**

Après l'article 1.1.3 « Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017, il est ajouté les articles :

- 1.1.4 « Autorisation embarquée »,
- 1.1.4.2 « Compensation forestière »,
- 1.1.4.3 « Lien avec les autres réglementations »,
- 1.1.4.4 « Durée d'autorisation de défrichement »,
- 1.1.4.5 « Affichage de l'autorisation de défrichement ».

##### **ARTICLE 1.1.4 : Autorisation embarquée**

La présente autorisation tient lieu d'autorisation de défrichement en application des articles L.214-13, L. 341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du Code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher le terrain boisé situé sur le territoire de la commune de Caylus, pour une superficie totale de 61 a 52 ca. Les parcelles concernées sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (m2)	Surface à défricher (m2)
Caylus	D	323	14831	5640
Caylus	D	328	2684	14
Caylus	D	329	1430	498

Le défrichement ne peut avoir lieu qu'entre le 15 mars et le 15 septembre.

L'exploitant ne doit pas procéder à ces travaux de défrichement en dehors de cette période.

#### **ARTICLE 1.1.4.2 : Compensation forestière**

Conformément à l'article L. 341-6 du Code forestier, toute autorisation de défrichement est subordonnée au respect de conditions : boisement/reboisement, travaux d'amélioration sylvicoles ou contribution au fond stratégique de la forêt et du bois.

Les conditions assorties à ce défrichement sont les suivantes :

- Option 1 : Réalisation d'un boisement/reboisement d'une surface minimale de 1,2 ha (cf. annexe 1, essences et densités plantations) :

(surface défrichée 0,6 ha x coefficient multiplicateur 2 = 1,2 ha),

- Option 2 : Réalisation de travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent à 5 208 € calculés comme suit (cf. annexe 1, travaux d'amélioration sylvicole) : (surface défrichée 0,6 ha x coefficient multiplicateur 2 x (1 540 €/ha\* + 2 800 €/ha\*\*) = 5 208 €),

\* Pour le département de Tarn-et-Garonne, le coût moyen de mise à disposition du foncier de la petite région agricole « Causses du Quercy » est de 1 540 €/ha,

\*\* le coût moyen d'un boisement est de 2800 €/ha.

- Option 3 : Le bénéficiaire peut se libérer de ces obligations en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) une indemnité d'un montant équivalent aux travaux compensateurs d'amélioration sylvicole soit 5 208 €.

Un panachage de ces trois conditions est envisageable.

Le bénéficiaire doit renseigner et signer l'annexe 2 ou 3 du présent arrêté précisant l'option retenue.

La transmission de l'acte d'engagement de début des travaux (boisement/reboisement ou travaux d'amélioration sylvicole) ou le versement effectif de la compensation financière correspondante au FSFB doit être réalisé dans le **délai de 365 jours maximum** après la signature du présent arrêté.

Si aucune de ces formalités n'a été accomplie à compter **d'un an** après la date du présent arrêté, l'indemnité sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si le bénéficiaire de la présente autorisation renonce au défrichement projeté dans ce cas précis il devra informer le service instructeur.

#### **ARTICLE 1.1.4.3 : Lien avec les autres réglementations**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et sans préjudice du respect de toutes les autres législations applicables et notamment : dérogation espèces protégées, loi sur l'eau.

#### **ARTICLE 1.1.4.4 : Durée d'autorisation de défrichement**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans. Le pétitionnaire devra informer le service instructeur du début et de la fin des travaux de défrichement.



#### **ARTICLE 1.1.4.5 : Affichage de l'autorisation de défrichement**

Le présent arrêté sera affiché quinze jours avant le début des travaux de défrichement sur le terrain concerné, par les soins du bénéficiaire et en mairie de CAYLUS. Cet affichage sera maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain de manière visible de l'extérieur, pendant la durée de l'exécution du défrichement.

#### **ARTICLE 8 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 1.6.2 « Bornage » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est tenu de maintenir le bornage existant et de le compléter, dans le délai de **trois mois** après la notification du présent arrêté, en bornant la zone d'extension de 61 a 52 ca .

Des bornes de nivellement sont mises en place afin de permettre d'établir des relevés topographiques des cotes mini et maxi et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. »

#### **ARTICLE 9 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 7.4.1 « Rétentions » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Un stockage enterré de fuel munie d'une double enveloppe de rétention, de 12 000 litres, est présent sur la carrière.

Cette cuve est équipée d'un volucompteur automatique.

Un contrôle visuel est réalisé mensuellement pour vérifier l'étanchéité de la cuve, ce contrôle est consigné dans un registre et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. »

#### **ARTICLE 10 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 7.4.4 « Transports – chargements – déchargements » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le ravitaillement engins de chantier est réalisé sur une aire étanche mobile permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Cette aire est constituée d'une géomembrane (imperméable aux hydrocarbures mais perméable à l'eau) et d'un lit de sables de 50 cm, ce sable est remplacé à une fréquence défini par l'exploitant.

Le stationnement des engins de chantiers (en dehors des périodes de travail) est effectué sur cette aire étanche mobile.

Cette dernière est mise en place dans le délai de **trois mois** après la notification du présent arrêté.

Le lavage est réalisé sur une aire étanche reliée à un bac décanteur-séparateur d'hydrocarbures. »

#### **ARTICLE 11 : Article modifié**

Les dispositions de l'article 7.4.5 « Élimination des substances ou préparations dangereuses » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets.

L'exploitant procède :

- sous un délai **d'un mois** à l'évacuation du stockage aérien de 3 000 litres mis à l'arrêt,
- sous un délai de **deux mois** à la réalisation d'un diagnostic de pollution du sol au droit du stockage aérien par un bureau d'étude spécialisé sites et sols pollués, et transmet à l'inspection des installations classées ce diagnostic accompagné le cas échéant d'un plan de gestion de la pollution,
- sous un délai de **quatre mois** aux travaux de dépollution de la zone impacté et les terres sont évacuées et traitées dans les filières dûment autorisées.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral complémentaire. »

#### **ARTICLE 12 : Article modifié**

Le tableau du titre 8 « Échéances » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 est remplacée par le tableau suivant :

Article visé	Document à fournir / Travaux à réaliser	Échéance
Article 1.1.4.2.	Compensation forestière (cf. chapitre 9.5 et 9.6)	Au plus tard 1 an (*)
Article 1.5.2	Attestation de constitution de garanties financières	Deux mois (*)
Article 1.5.3	Attestation de renouvellement et d'actualisation des garanties financières	Au minimum 6 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement en cours.
Article 1.6.2	Bornage de l'extension de la zone d'extraction	Trois mois (*)
Article 1.10.4	Dossier de fin d'exploitation	Au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Article 2.6.2	Plan de suivi d'exploitation	Au minimum une fois par an.
Article 3.2.1	Plan de surveillance des émissions de poussières	Prochaine période estivale puis tous les trois ans
Chapitre 4.1	Relevé des quantités d'eau prélevées	Trimestriellement
Article 4.3.5	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Annuellement
Chapitre 4.4	Analyse des eaux superficielles rejetées	Annuellement
Articles 5.2.2	Plan de gestion des déchets d'extraction inertes	Révisé tous les 5 ans.
Article 6.2.2	Mesures de bruit	Tous les trois ans.
Article 6.3.2	Mesures de vibrations	Lors de chaque tir de mines.
Article 7.3.3	Vérification des installations électriques	Au minimum une fois par an.
Article 7.4.1	Cuvette de rétention à mettre en place Contrôle visuel de l'étanchéité des rétentions	Un mois Mensuellement
Article 7.4.4	Aire de ravitaillement mobile (géomembrane et épaisseur de sable 0,5m) et de stationnement des engins.	Trois mois (*)
	Mise en place de l'aire de lavage et du séparateur-décanner d'hydrocarbures.	Trois mois
Article 7.4.5	Évacuation du stockage aérien de 3 000 litres.	Deux mois (*)
	Diagnostic de pollution du sol au droit du stockage aérien.	Deux mois (*)
	Travaux de dépollution.	Quatre mois (*)
Article 7.5.3	Vérification des équipements de lutte contre l'incendie.	Au moins une fois par an.

(\*) à compter de la notification du présent arrêté complémentaire.

### **ARTICLE 13 : Chapitres modifiés**

Les chapitres 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont remplacés par les chapitres 9.1 et 9.2 présents dans l'annexe 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 14 : Chapitre ajouté**

Après le chapitre 9.3 « Définition des termes » de l'arrêté préfectoral n° 82-2017-08-10-003 du 10 août 2017 sont ajoutés les chapitres suivants :

- 9.4 « ANNEXE 1 à l'arrêté n° 82-2020-0710-008 du 10 juillet 2020 »
  - 9.5 « ANNEXE 2 à l'arrêté n° 82-2020-0710-008 du 10 juillet 2020 : acte d'engagement »
  - 9.6 « ANNEXE 3 : Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à des obligations mentionnées au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier. »
- présent dans l'annexe 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 15 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.



## **ARTICLE 16 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 17 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée au maire de Caylus et notifiée à la SARL Société Terrassement Villefrancois.

Fait à Montauban, le **05 JUL. 2024**

Le préfet,

Pour le préfet  
La secrétaire générale,

  
Edwige DARRACQ

## **Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57)

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DEFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

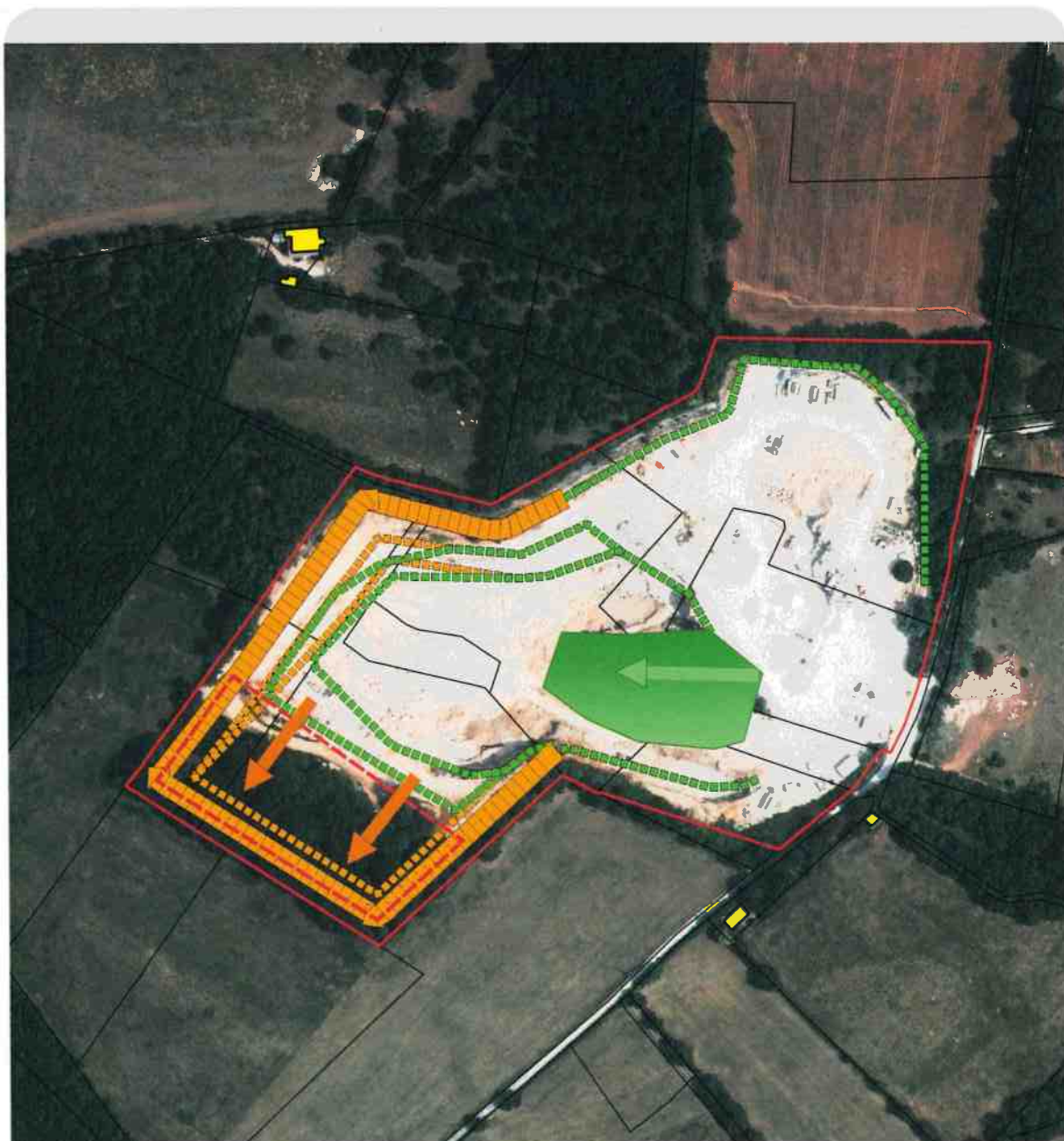
Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

# ANNEXE 1 CHAPITRE 9.1 Plan de phasage de l'exploitation



## Plan de Phasage (Phase 1 - une seule phase)

- Périimètre de l'autorisation
- Périimètre exploitable agrandi

### Sens de progression de l'exploitation

- Extraction
- Remblais

- Talus remblayé
- Fronts d'extraction à l'état final
- Fronts d'extraction à l'état actuel



0 50 100 m

Date de réalisation : Juillet 2024  
Projection : RGF93 / Lambert-93  
Fond : Google Satellite •  
Source : Cadastre



Réf. : 2020-000265



## CHAPITRE 9.2 Plan de remise en état après exploitation



### Plan de remise en état

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| Périimètre global de l'autorisation | Front sécurisé                                   |
| Périimètre exploitable initial      | Talus en pente douce                             |
| Périimètre exploitable agrandi      | Milieu ouvert avec substrat à dominante minérale |
| Front taluté                        |  |



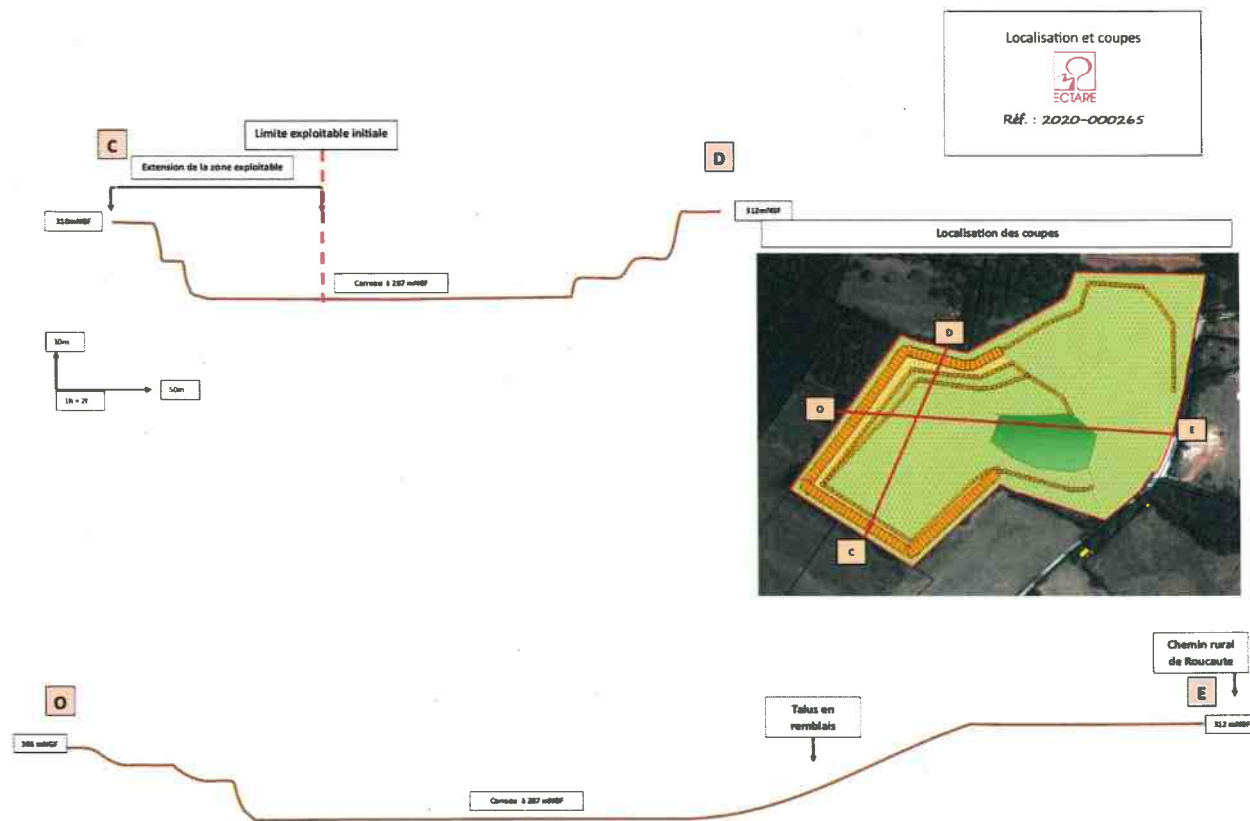
0 50 100 m

Date de réalisation : Juillet 2024  
Projection : RGF93 / Lambert-93  
Fond : Google Satellite  
Source : Cadastre



Réf. : 2020-000265

## Profils de l'état final (coupe)



## ANNEXE 2

### CHAPITRE 9.4 « ANNEXE 1 à l'arrêté n° 82-2020-0710-008 du 10 juillet 2020 »

Liste et descriptif des travaux de boisement, reboisement, d'amélioration sylvicole pouvant servir de compensation au défrichement en application du 1<sup>er</sup> de l'article L. 341-6 du Code forestier et barèmes à prendre en compte pour le calcul de leur montant

#### Opérations de boisement ou reboisement :

##### Définition

- **Boisement** . Plantation d'essences forestières pour une production de bois de qualité, sur des terrains jusqu'alors dépourvus en essences forestières d'avenir et présentant de bonnes potentialités forestières.
- **Reboisement** : On entend par « reboisement » éligible à la compensation au défrichement, le renouvellement par plantation, pour améliorer la production de bois de qualité, de peuplements forestiers vulnérables, inadaptés, dépérissants ou accidentés après une catastrophe naturelle, sur des terrains présentant de bonnes potentialités forestières.  
Ce renouvellement doit correspondre à une transformation (changement d'essence) du peuplement en place. Le renouvellement à l'identique d'un peuplement en place bien venant et adapté à la station forestière est inéligible.

##### Descriptif :

- Travaux préparatoires à la plantation,
- Achat et mise en place des plants d'essences dites « objectif » et de diversification,
- Travaux d'entretien de la plantation durant les 5 premières années,
- Protection contre le gibier le cas échéant.

##### Conditions relatives aux terrains concernés par l'opération :

- Pour un premier boisement à réaliser sur le territoire d'une commune dotée d'une réglementation spécifique, être autorisé par le président du Conseil départemental,
- Existence d'une desserte permettant une exploitation ultérieure des bois."

##### Conditions relatives aux essences forestières utilisées :

- Les essences dites « objectif » à utiliser sont celles des listes figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté régional portant fixation de la liste et des dimensions des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides publiques et aux déductions fiscales pour le boisement et le reboisement.
- Le nombre d'essences « objectif » par projet sera limité à 4, plus une essence supplémentaire par tranche de 4 ha au-delà de 12 ha.

##### Conditions relatives aux qualités extérieures et génétiques des plants utilisés :

- Les plants forestiers utilisés devront répondre aux caractéristiques énoncées dans l'annexe 4 de l'arrêté régional portant fixation de la liste et des dimensions des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides publiques et aux déductions fiscales pour le boisement et le reboisement.

##### Conditions relatives aux techniques de plantations employées :

- Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du « Guide technique Réussir la plantation forestière — Contrôle et réception des boisements », édition septembre 2014.

La densité initiale ne pourra pas être inférieure à :

- 1 200 plants/ha, dont 1 100 pour les essences dites « objectif » (hors feuillus précieux, peupliers et noyer) ;
- 800 plants/ha pour les feuillus précieux utilisés en essence dites « objectif » à densité non définitive (chêne rouge d'Amérique, érables, merisier, pommier sauvage, sorbiers, tilleuls) ,
- 150 plants/ha pour les peupliers ;



- 80 plants/ha pour les noyers destinés à la production de bois d'œuvre. Conditions relatives à l'état de la plantation à 5 ans
  - La densité de plants vivants ne devra pas être inférieure à 80 % des densités initiales minimales citées ci-avant.
  - Les plants devront être bien répartis, dégagés et être indemnes de dégâts significatifs dus aux animaux domestiques, au gibier ou aux entretiens.

Pour les noyers, peupliers et feuillus précieux, la réalisation d'une taille de formation devra avoir été effectuée.

Barème : 2 800 euros par hectare.

## 2) Opération de dépressage de régénérations naturelles :

Descriptif : Opération consistant à réduire une densité trop forte de jeunes semis ou rejets d'essences dites

« objectif », pour accroître leur vigueur et leur stabilité.

### Essences dites « objectif » concernées

Résineux : cèdres, pins Laricio de Calabre et de Corse, pin maritime, pin noir d'Autriche, pin sylvestre.

Feuillus : érable plane, érable sycomore, aulne glutineux, châtaignier, frêne commun, merisier, chênes sessile, pédonculé, pubescent, chêne rouge d'Amérique, robinier (faux acacia).

Hauteur : comprise entre 3 et 10 mètres.

### Modalités de réalisation :

- la densité minimale initiale du peuplement doit être de 2 000 tiges par hectare pour les résineux et feuillus,
- la densité dite « objectif » du peuplement après dépressage doit être de 800 à 1000 tiges par hectare pour les résineux et feuillus
- le mélange d'essences doit, si possible, être favorisé,
- la réduction du nombre de tiges sera effectuée en plein ou de manière localisée,
- la matérialisation et l'ouverture des cloisonnements sylvicoles est obligatoire. Les caractéristiques de ces cloisonnements sont : largeur minimum 1,5 m — espacement compris entre 4 et 10 mètres d'axe en axe.

### Barème d'équivalence :

- 1 500 euros par hectare pour les peuplements déjà cloisonnés,
- 2 000 euros par hectare pour les peuplements non cloisonnés.

## 3) Opération de désignation de tiges d'avenir et détournage ( balivage ) :

Descriptif : Opération consistant, dans un peuplement forestier traité en taillis

- à choisir et à désigner un nombre d'arbres d'essences dites « objectif » présentant des caractéristiques de forme et de vigueur qui laissent présager la production à terme de bois d'œuvre de qualité ;
- et à **pratiquer une éclaircie localisée** autour des plus beaux sujets afin de favoriser le développement de leur houppier et leur croissance.

Essences dites « objectif » concernées : châtaignier, chênes et robinier (faux acacia).

### Modalités de réalisation :

- a) Objectif à 5 ans : 400 tiges/ha au minimum dont 80 à 150 baliveaux/ha de l'essence objectif.

- b) Marquage" en abandon d'une éclaircie à leur profit.
- c) Matérialisation de cloisonnements d'exploitation. Les caractéristiques de ces cloisonnements sont : largeur minimum 3,5 m — espacement de 15 à 25 mètres d'axe en axe.

Barème d'équivalence 350 euros par hectare.

**4) Opération d'élagage à grande hauteur de tiges d'avenir désignées, dans des peuplements avant un objectif de production de bois d'œuvre de qualité :**

Descriptif : Opération consistant à couper au ras du tronc les branches vivantes non désirables. Cette opération se pratique sur des arbres jeunes d'essences dites « objectif » afin d'éviter la formation de nœuds importants qui dévaloriseraient la bille.

Essences dites « objectif » concernées :

- Résineux : cèdre de l'Atlas, pin laricio de Corse et pin laricio de Calabre, pin maritime, pin sylvestre.
- Feuillus : peupliers, chêne rouge, chêne sessile, érable plane, érable sycomore, frêne commun, merisier et fruitiers divers, noyer hybride("), noyer noir(\*), noyer royal(').

(") Seuls les peuplements de noyers non greffés destinés à la production de bois d'œuvre sont éligibles.

Modalités de réalisation :

- Désignation des arbres d'avenir, hors peupliers et noyers, après matérialisation de cloisonnements de 3,5 m de large minimum avec un espacement de 15 m d'axes en axes.
  - o Minima de 100 tiges / ha pour les feuillus,
  - o Minima de 150 tiges / ha pour le châtaignier et les résineux.
- Réalisation de l'élagage à grande hauteur des arbres désignés.
  - o Diamètre maximum des arbres à élaguer :
    - 20 cm à 1,30 m pour les feuillus à l'exception des peupliers,
    - 25 cm à 1,30 m pour les résineux et les peupliers,
  - o Hauteur maximale d'élagage
    - 5,50 m pour les feuillus autres que le peuplier et maximum 1/3 de la hauteur totale,
    - 6,00 m pour les résineux et les peupliers et maximum 1/3 de la hauteur totale, o
  - Hauteur minimale d'élagage à 5 ans :
    - 4,00 m (3 m pour les noyers et fruitiers) et maximum 1/3 de la hauteur totale.

Barème : 1 000 euros par hectare.

## CHAPITRE 9.4 « ANNEXE 2 à l'arrêté n° 82-2020-0710-008 du 10 juillet 2020 »

### Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement ou d'amélioration sylvicole en compensation d'un défrichement (article L.341-6 du code forestier)

Acte d'engagement présenté par :

Nom, prénom :

adresse :

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement (ou défrichement tacite) en date du autorisant le défrichement d'une surface boisée de **6 152 m<sup>2</sup>** située sur le territoire de la commune de Caylus, département de Tarn-et-Garonne.

Je soussigné , m'engage à respecter les points ci-dessous :

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'acte d'engagement

Dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'autorisation de défrichement sus-mentionnée, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicole précisés à l'article 2.

#### Article 2 : Les engagements

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicoles figure ci-dessous :

Travaux de boisement/reboisement :

Commune	N° parcelle	Surface	Essence(s)	Densité	Origine des plants

Calendrier de réalisation :

Travaux d'amélioration sylvicole :

Travaux sylvicoles	Commune	Surface	Parcelles	Date d'exécution
Dépressage				
Élagage				
Enrichissement de TSF				
Balivage				

Calendrier de réalisation :

En cas de modification de quelque nature que ce soit de ce projet mentionné, je m'engage à en informer aussitôt la DDT.

Par ailleurs, je m'engage à réaliser régulièrement, pendant une période de 15 ans à compter de la réalisation des travaux, l'ensemble des travaux indispensables à la réussite de la plantation effectuée (regarnis, suppression de la végétation concurrente, taille de formations).

€ □ À l'acte d'engagement est joint un devis d'entreprise d'un montant de

□ Je m'engage à réaliser moi-même les travaux.

### **Article 3 : Respect des obligations**

Je m'engage à :

- respecter la législation applicable à ces terrains et aux travaux envisagés,
- conserver l'affectation boisée des terrains et à réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération,
- respecter les dispositions réglementaires en matière de provenance des plants, de normes dimensionnelles et à produire les documents d'accompagnement des lots des plants dans la forme prévue par la réglementation en vigueur.

Les travaux de boisement ou reboisement ou d'amélioration sylvicole seront conformes aux documents régionaux.

Le travail du sol, les densités et les modalités de plantation seront conformes aux recommandations du « Guide technique Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements », édition septembre 2004.

### **Article 4 : Recommandations**

- veiller à prendre les mesures de protection nécessaires contre les dégâts de gibier,
- veiller à la qualité des travaux lors de la plantation et privilégier la méthode par potets travaillés.

### **Article 5 : Contrôle du respect des engagements**

La DDT se réserve le droit de vérifier l'état des boisements sur la durée des engagements. Les certificats de la provenance des plants pourront être exigés en cas de contrôle.

### **Article 6 : Litiges**

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Toulouse.

Nom, prénom

Date

Signature

**CHAPITRE 9.4 : ANNEXE 3 « Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à des obligations mentionnées au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier. »**

Je soussigné, \_\_\_\_\_, choisis,  
en application des dispositions de l'article L. 341-6 du code forestier,  
de m'acquitter, au titre du 7<sup>ème</sup> alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été  
notifiées dans l'arrêté préfectoral n° \_\_\_\_\_ daté du : \_\_\_\_\_  
en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois une partie ou la totalité de l'indemnité  
équivalente, soit : \_\_\_\_\_  
pour servir au financement des actions de ce fonds.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_